

Appendice 1

de l'annexe 4 «Convention de garantie de la qualité»

Procédure de contrôle de la déclaration

1. Principes de procédure

¹ Chaque année, 10% au maximum des laboratoires membres de l'ALPDS ou figurant sur la liste positive au titre de contractants individuels sont sélectionnés aléatoirement par la CQ ou sur dénonciation d'une partie à la convention et sont soumis à un contrôle.

² Les données sur lesquelles se fonde l'univers de base des laboratoires sont fournies par l'effectif des membres de l'association ALPDS ainsi que la banque de données de la commission tarifaire de technique dentaire (CT) regroupant les autres laboratoires (non-membres de l'association) figurant sur la liste positive.

³ La CQ examine les résultats des contrôles selon l'alinéa 4 ci-après et décide des éventuelles mesures à prendre. En cas de doute, elle peut exiger des renseignements et des documents supplémentaires.

⁴ Les déclarations faites sur la provenance d'un travail de technique dentaire se fondant sur la définition « Fabriqué en Suisse » (annexe 1 à la convention tarifaire du 03.05.2017) sont vérifiées sur la base du bulletin de livraison détaillé, usuel dans la branche, selon chiffre 10, al. 1, de la convention tarifaire de technique dentaire du 03.05.2017. Le contrôle s'appuie toujours sur dix bulletins de livraison au maximum, usuels dans la branche, provenant d'un même laboratoire, accompagnés des preuves de prestations correspondantes fournies par le médecin-dentiste/fournisseur de prestations et mis à la disposition des assureurs sous forme anonymisée.

⁵ Les décisions de la CQ peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, adressé par pli recommandé à la commission tarifaire de technique dentaire (CT) dans un délai de 30 jours (date du timbre postal). Les décisions de la CT sont définitives.

⁶ La réalisation des contrôles incombe au « Secrétariat de la Commission de la qualité Technique dentaire », ci-après nommé secrétariat CQ, mentionné sous chiffre 5.4 de la convention sur la garantie de la qualité (annexe 4 à la convention tarifaire du 03.05.2017).

2. Procédure/déroulement

¹ Le laboratoire reçoit par courrier postal une liste sur laquelle figurent les travaux à contrôler ainsi qu'une copie des factures/bulletins de livraison anonymisés qui s'y rattachent. Le laboratoire doit inscrire sur la liste toutes les étapes de production déléguées à des tiers (travaux externes) et le pays de fabrication correspondant.

² Avec ce premier courrier, le laboratoire dispose d'un délai de quatre semaines pour remettre les documents requis.

³ Tous les résultats du contrôle sont présentés de manière claire sous forme de tableau par le secrétariat CQ à l'attention de la CQ, avec indication des documents envoyés en supplément. Ce tableau sert de base à la décision.

3. Documents à envoyer

Le laboratoire doit joindre, outre la liste complétée selon chiffre 2, al. 1, une copie lisible de toutes les factures reçues pour les travaux externes (en Suisse ou à l'étranger) effectués dans le cadre de la production des travaux de technique dentaire à contrôler. Ces copies doivent permettre d'établir où et par qui les travaux ont été réalisés et quels matériaux ont été utilisés (fabrication, désignation, numéro de lot).

4. Résultat du contrôle, avertissements, sanctions

4.1. Intégralité des documents

¹ Si le laboratoire remet des documents suffisants et complets pour le contrôle, il reçoit un courriel de confirmation de la part du secrétariat CQ.

² La CQ examine les résultats du contrôle ainsi que les autres documents préparés par le secrétariat et se prononce sur les résultats et la suite de la procédure.

4.2. Documents incomplets/inexécution et dernier rappel

¹ Si le laboratoire n'envoie pas les documents requis ou si ceux-ci sont incomplets, un délai supplémentaire unique de trois semaines lui est accordé par lettre/courriel pour présenter l'intégralité des documents.

² Si les documents sont incomplets ou inexistant à l'expiration du délai de sept semaines (quatre et trois semaines) après le premier courriel selon chiffre 2, al. 2, un dernier rappel est adressé au laboratoire avec un ultime délai d'une semaine pour envoyer les documents manquants.

4.3. Documents incomplets/inexécution malgré les délais supplémentaires octroyés

¹ Si à l'expiration de l'ultime délai imparti, les documents n'ont toujours pas été envoyés ou s'ils sont incomplets, une lettre recommandée est adressée au laboratoire avec notification de la sanction selon alinéa 2 ci-après pour inexécution des obligations. En cas de doute, un avertissement peut être prononcé.

² Si les documents requis font toujours défaut ou sont insuffisants après expiration de l'ultime délai imparti, la valeur du point tarifaire est réduite de 15% pendant douze mois à compter du jour où la sanction entre en vigueur.

³ Le laboratoire sera dans ce cas obligatoirement recontrôlé l'année suivante (« suivi du contrôle »). Les coûts du suivi du contrôle sont à la charge du laboratoire.

4.4. Levée ou extension des sanctions

¹ Toutes les sanctions prononcées ou levées par la CQ sont notifiées au laboratoire par lettre recommandée du secrétariat CQ.

² Si lors du suivi du contrôle, le laboratoire ne peut toujours pas ou que partiellement apporter la preuve de l'exactitude des déclarations faisant l'objet du contrôle, il sera radié de la liste positive pour une durée de douze mois.

³ La demande de réinscription sur la liste positive après une exclusion doit être déposée au moins deux mois avant la date de réinscription demandée.

⁴ Des informations ou des documents faux ou trompeurs entraînent automatiquement l'inexécution de l'obligation de preuve et la radiation immédiate de la liste positive pour une durée de deux ans ; des actions administratives, civiles et pénales demeurent expressément réservées.

5. Exécution des sanctions prononcées

¹ La notification de la sanction mentionnée au chiffre 4.3., al. 2, relève de la compétence des organes d'exécution des assureurs. Toutes les autres sanctions mentionnées sont appliquées par la CQ et/ou le secrétariat de la CQ.

² Les informations nécessaires à ce sujet (rapports, décisions) sont fournies à temps par la CQ.